

**PROGRAMME  
CLIMAT, ÉNERGIE  
& SÉCURITÉ**

# **LE GUYANA, NOUVELLE PROVINCE PÉTROLIÈRE EN AMÉRIQUE DU SUD ?**

**PAR MIKAËL LEFEVRE**

CONSULTANT EN ÉNERGIE ET GÉOSCIENCES PÉTROLIÈRES POUR CAPGEMINI

OCTOBRE 2018

**ANALYSE #10**



**L**e Guyana, petit pays en développement d'Amérique du Sud (160<sup>e</sup> PIB mondial selon le FMI), est bordé à l'est par le Suriname, à l'ouest par le Venezuela et au sud par le Brésil. Les deux derniers sont aujourd'hui des provinces pétrolières de premier ordre, le Venezuela possédant les plus larges réserves de pétrole mondiales encore inexploitées (303,2 milliards de barils). Le Brésil, pour sa part, est devenu une province majeure pour l'exploration et la production d'hydrocarbures depuis les découvertes du début des années 2000. Les progrès des méthodes d'imagerie géophysique ont notamment permis la mise à jour du champ géant de Libra, puis d'un ensemble de champs aujourd'hui mis en production ou en passe de l'être par la compagnie nationale Petrobras en association avec les majors du secteur (Shell, Total, CNOOC, etc.). Cela ne s'est pas déroulé sans crises politiques majeures, notamment à travers le scandale de corruption Petrobras qui a touché les plus hautes sphères du pouvoir brésilien (l'actuel président Michel Temer et l'ex-présidente Dilma Rousseff). Au Guyana, des réserves pétrolières offshore considérables ont été mises à jour par ExxonMobil, suscitant autant d'espoirs que de craintes, notamment d'une mauvaise gouvernance de la rente au profit des élites.

## DÉJÀ NEUF DÉCOUVERTES ET DES PROSPECTS PROMETTEURS

ExxonMobil est opérateur sur le bloc d'exploration offshore de Stabroek (45 %), situé à 190 km des côtes et couvrant une zone de 26 806 km<sup>2</sup>, en partenariat avec l'américain Hess (30 %) et le sino-canadien CNOOC Nexen (25 %). Bien que le bloc ait été acquis en 1999, la première découverte en eaux profondes (par plus de 1600 m de fond), Liza, fut mise à jour en 2015 pour des réserves déjà estimées à plus d'un milliard de barils. Depuis lors, ExxonMobil n'a eu de cesse de découvrir de nouvelles réserves pour un total aujourd'hui estimé à 3,4 milliards de barils sur le seul bloc de Stabroek. La dernière (et 9<sup>e</sup>) découverte de Hammerhead, en date du 30 août 2018, ouvre la voie à possiblement 10 milliards de barils supplémentaires. D'autres opérateurs ont suivi depuis, notamment le britannique Tullow sur le bloc voisin d'Orinduik, qui en estime les réserves à pas moins de 2,9 milliards de barils, et jusqu'à un maximum dépassant les 10 milliards de barils. Le français Total a annoncé son entrée sur ce même bloc le 13 septembre 2018 à hauteur de 25 % en rachetant une partie des parts d'Eco Atlantic. Le nombre d'opérations de forage est en pleine augmentation alors qu'ExxonMobil prévoit déjà la phase 1 de développement de Liza, qui entrerait en production en 2020 pour une capacité journalière de 120 000 barils. La phase 2 est également annoncée et ferait passer la production à 200 000 barils par jour. Les retombées liées à la rente pétrolière pour un pays comptant seulement 800 000 habitants pourraient complètement transformer l'écosystème économique guyanien. Le groupe Westwood, spécialisé dans l'intelligence énergétique, estime que le Guyana pourra en 2025 s'attendre à une production journalière de l'ordre de 750 000 barils par jour, se hissant au niveau des

plus grands producteurs de pétrole du continent sud-américain (comme le Brésil, la Colombie ou le Venezuela).

## JUSQU'À 750 000 BARILS PAR JOUR POUR MOINS DE 800 000 HABITANTS

---

L'actuelle économie du Guyana est basée principalement sur le secteur primaire : l'agriculture (30 % du PIB) et les ressources minérales (or et bauxite principalement). Les investissements liés au secteur pétrolier sont cependant sans commune mesure avec l'existant : le seul contrat d'exploitation du champ de Liza a engrangé plus de 4,4 milliards de dollars (130 % du PIB de 2017). Compte tenu de la faible population du Guyana, l'économie du pays pourrait s'en trouver profondément transformée pour devenir une économie de rente. La renégociation et la publication des contrats liants l'État à la major américaine ExxonMobil ont d'ores et déjà constitué des points de frictions cristallisés par les principaux médias du pays, dont Kaieteur News et le Guyana Times, de peur que la captation de la rente ne se fasse au détriment des Guyaniens. Ledit contrat, publié par le gouvernement de David Granger fin 2017, alloue à l'État 2 % des revenus issus de la production et de la vente d'hydrocarbures sous forme de royalties en plus des 50 % du pétrole rentable une fois les coûts remboursés, mais le contrat reste décrit comme "favorable" à ExxonMobil par le Fonds monétaire international (FMI). La vente de barils est considérée comme rentable pour l'entreprise jusqu'à un prix de 26 \$ l'unité, pour un prix actuel oscillant entre 70 \$ et 80 \$. Une mauvaise gouvernance, et ultimement une "*malédiction des ressources*", est redoutée par une frange de la classe politique guyanaise, très critique vis-à-vis du bipartisme historique dans le pays.

## UNE SCÈNE POLITIQUE EN MUTATION

---

Le paysage politique guyanien est traditionnellement dominé par deux grands partis politiques. Le People's Progressive Party (PPP) et le People's National Congress (PNC), qui représentent respectivement les deux grandes ethnies du pays : les descendants de travailleurs indiens employés par les Britanniques pour les plantations et les descendants d'anciens esclaves africains. Le PPP fondé en 1950 fut le premier parti de masse guyanien, soutenu par les milieux ouvriers et intellectuels et originellement multi-ethnique. Il fut scindé en 1955 entre PPP et PNC ce qui place depuis lors l'appartenance ethnique au centre du débat politique d'autant que PPP et PNC puisent tous les deux leurs programmes politiques dans le socialisme et le marxisme. La question de l'appartenance ethnique a connu une polarisation croissante depuis l'indépendance acquise en 1964, la vie politique guyanaise étant rythmée par une relative alternance entre les deux partis.

Les dernières élections de 2015 ont vu le leader du PNC, David A. Granger, prendre la présidence à la tête d'une liste regroupant l'ensemble des partis d'opposition au PPP. Toutefois, cette alliance politique n'a remporté qu'une très courte majorité à l'assemblée nationale de 33 sièges sur 65, le PPP s'octroyant les 32 sièges restants. Cette configuration affaiblit le pouvoir législatif et oblige le plus souvent la courte majorité à des compromis avec l'opposition. Si la principale ligne de fracture politique entre PPP et PNC reste aujourd'hui d'abord ethnique, puis idéologique, l'introduction massive d'IDE liés à la découverte d'hydrocarbures pourrait faire bouger les lignes. La publication du contrat liant ExxonMobil à l'État guyanien a ainsi catalysé de nouvelles initiatives politiques centrées sur l'économie. L'économiste local et ancien conseiller présidentiel Ramon Gaskin a notamment lancé la création d'un nouveau groupe politique dont les objectifs et l'appartenance ne sont plus centrés sur les origines ethniques, mais sur l'opposition au bipartisme PPP et PNC ainsi qu'aux financements de compagnies étrangères, avec en ligne de mire l'exploitation des ressources naturelles, notamment les hydrocarbures. Cette opposition se trouve d'autant plus légitime que bien que le gouvernement affilié au PNC soit actuellement en affaires avec Exxon, la concession des blocs d'exploration fut vendue à Exxon en 1999 sous l'égide du PPP. Chacun des deux partis se renvoie donc la responsabilité d'un contrat défavorable aux Guyaniens. La récente décision du département de l'énergie de faire réaliser un audit sur le coût des pré-contrats concernant la production pétrolière par une compagnie étrangère, ainsi que l'attribution d'un bonus par ExxonMobil de 18 millions de dollars US au gouvernement sur l'accord de partage de la production (PSA), n'ont fait qu'exacerber les craintes de corruption, lesdits pré-contrats ayant été facturés plus de 460 millions de dollars US à l'État. Les fonds récoltés sur ce bonus seront, d'après le gouvernement guyanien, utilisés afin de résoudre les problèmes légaux de frontière avec le Venezuela.

## UNE MANNE INESPÉRÉE SUR FOND DE TENSIONS FRONTALIÈRES

Le Guyana et le Venezuela se disputent en effet une zone tampon de 160 000 km<sup>2</sup>, la région de l'Esequibo (qui représente 60 % du territoire guyanien). D'après l'ONU, cette zone est "*officiellement contrôlée*" par le Guyana, mais le Venezuela en "*réclame la souveraineté*". Cette vieille dispute date de 1841 et fut laissée en suspens jusqu'à ce qu'ExxonMobil ne découvre le champ de Liza le 20 mai 2015. Une semaine plus tard, le Venezuela de Nicolas Maduro élargissait sa frontière maritime afin d'y inclure la "*Zona en reclamación*", à savoir la région d'Esequibo et son domaine maritime comprenant la découverte d'Exxon. Le différend frontalier a porté à la connaissance du Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui l'a lui-même renvoyé devant la Cour Internationale de Justice en ce début d'année. Le Venezuela, actuellement très affaibli sur la scène internationale par ses problèmes économiques internes, ne semble pas en mesure de contester le contrôle de la région par le Guyana qui, au plus fort de la crise en 2015, a autorisé la compagnie canadienne Guyana Goldfields à exploiter la mine d'or

d'Aurora dans l'Esequibo, mine qui sera étendue en souterrain dans les années à venir pour un investissement direct de plus de 120 millions de dollars US.

Le Guyana se trouve actuellement à une croisée des chemins politique et économique, initiée par la découverte d'Exxon en 2015. Cette dernière permettra possiblement la mutation vers une économie de rente, mutation qui devra nécessairement être accompagnée par la création d'un fonds souverain, l'ajustement des contrats et une initiative de transparence totale vis-à-vis de la population si elle veut aboutir dans les meilleures conditions. La mise à jour rapide de ressources pétrolières conséquentes n'est pas sans déstabiliser la politique intérieure par la contestation d'une logique bipartite ethnique, et la politique extérieure par le ravivement du conflit territorial avec le Venezuela. C'est en solutionnant ces crises par les urnes, le recours à la CIJ et le refus de la corruption que le Guyana pourra se renouveler en tant que nouvelle économie forte, stable et exemplaire en Amérique du Sud. ■

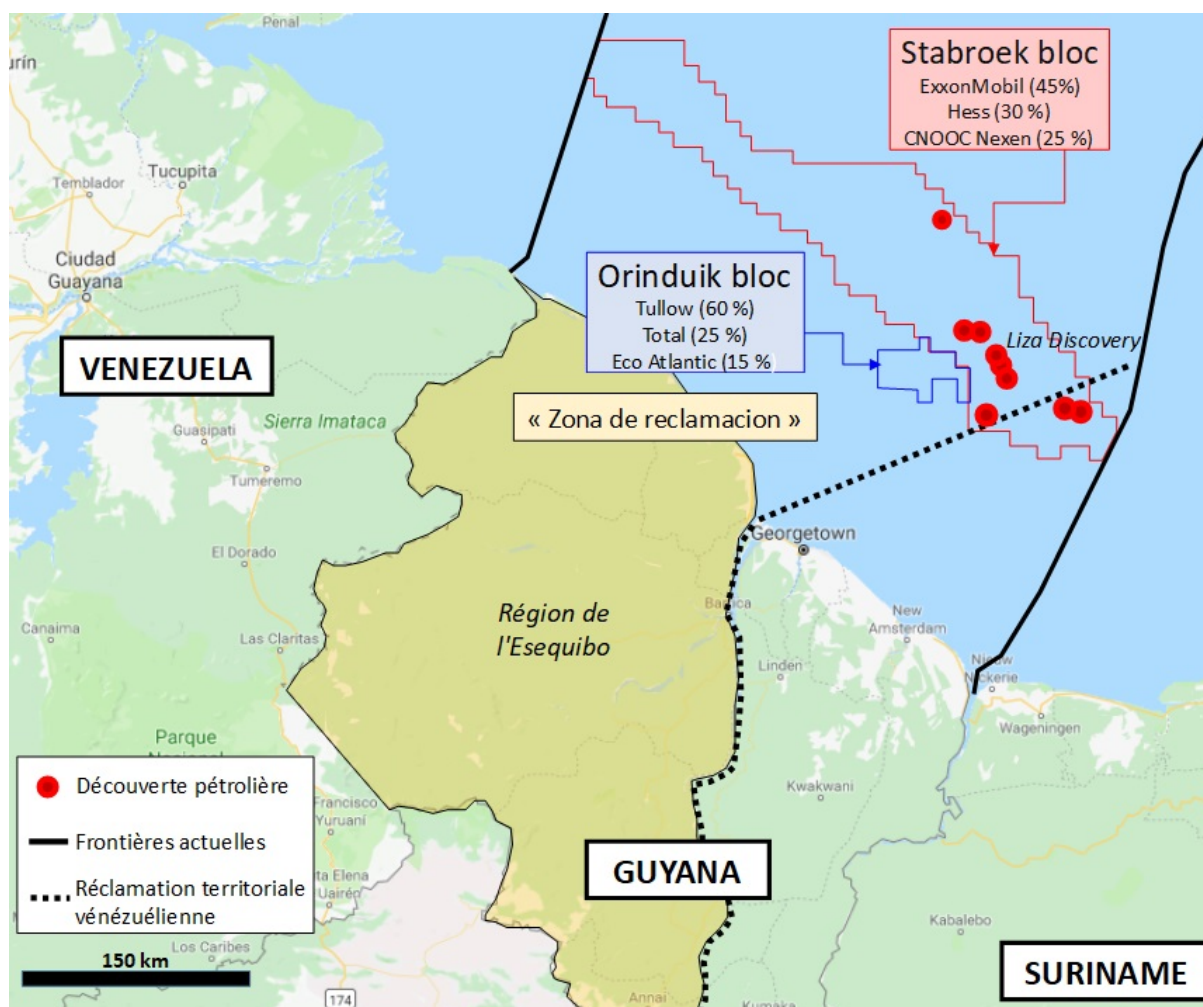


Figure 1 : Carte représentant la position des différentes découvertes pétrolières au Guyana et les prétentions territoriales vénézuéliennes sur la région de l'Esequibo.

**ANALYSE #10**

# LE GUYANA, NOUVELLE PROVINCE PÉTROLIÈRE EN AMÉRIQUE DU SUD ?

**PAR MIKAËL LEFEVRE**

CONSULTANT EN ÉNERGIE ET GÉOSCIENCES PÉTROLIÈRES POUR CAPGEMINI

OCTOBRE 2018

**PROGRAMME CLIMAT, ÉNERGIE & SÉCURITÉ**

Sous la direction de Bastien ALEX, chercheur à l'IRIS

[alex@iris-france.org](mailto:alex@iris-france.org)

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

@InstitutIRIS

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)